

■ Politique | Région bruxelloise

“L'Olivier fait le jeu de ceux qui veulent nous affaiblir”



CHRISTOPHE BORTELS

Pour le député MR Didier Gosuin, le Parlement bruxellois souffre d'inertie depuis un an, donnant raison à ceux qui critiquent la gestion de la Région.

Épingle

Un gouvernement qui manque d'application

La liste, non exhaustive, des ordonnances débattues puis votées au Parlement bruxellois depuis 2006 et qui ne sont toujours pas d'application comprend 18 textes, déplore également Didier Gosuin. “Pourquoi voter des lois si ce n'est pas pour les appliquer”, s'interroge le chef de groupe qui rappelle que nombre de ces mesures ont fait l'objet de larges communications dans la presse. Evidemment, tous ces textes n'ont pas la même portée, mais on y trouve par exemple l'ordonnance relative au contrôle des chantiers sur l'ensemble de la Région ou encore celle qui met en place une agence régionale de stationnement. Celle-ci devait, à l'origine, coordonner des politiques souvent disparates d'une commune à l'autre et pourrait, estime Gosuin, générer des recettes pour la Région bruxelloise. Sur la douloureuse problématique du chômage, une ordonnance visant à soutenir les Agence locales pour l'emploi datant de novembre 2008 est toujours lettre morte. Jamais mis en œuvre, ce texte prévoit l'affectation d'une partie des réserves foncières de la Région pour des aménagements adaptés au déplacement des personnes handicapées. Même sort pour cette mesure visant à garantir une présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les conseils d'administration des organismes pararégionaux. Tous ces textes ont mobilisé des commissions du Parlement et ont parfois coûté de l'argent en études et autres consultations externes. Certaines de ces ordonnances nécessitent des arrêtés du gouvernement qui n'ont jamais été pris. Ce n'est pas le cas pour les autres, mais l'opposition MR constate qu'aucun contrôle sur leur application sur le terrain n'a été mis en place.

► Didier Gosuin (MR) dénonce l'inactivité du Parlement Bruxellois.

► Selon lui, l'inertie de Picqué nuit à l'image de la Région bruxelloise.

On se la coulerait douce au Parlement bruxellois. Pour cause, le travail législatif en Région capitale est réduit à peau de chagrin depuis l'arrivée au pouvoir de la majorité issue des élections régionales de juin 2009, soit quasi la même que la précédente. Depuis un an, donc, il n'y eu que 17 séances plénières de l'hémicycle bruxellois. En théorie, il en faut une tous les quinze jours (en alternance avec les séances de la Cocof). En prenant en considération le (long) congé parlementaire, cela irait encore s'il ne fallait compter parmi les 17 quatre séances purement protocolaires, deux séances “traditionnelles” à l'occasion de la déclaration gouvernementale, une séance “obligatoire” consacrée au budget et deux autres séances qui ne furent réunies qu'au seul but de répondre à des questions d'actualité. Un peu maigre. Et de nature à dégrader l'image de la Région bruxelloise, qui n'en a pas forcément besoin (notamment en Flandre), estime Didier Gosuin (MR-FDF), chef de file de l'opposition régionale. “L'Olivier, par son inaction, renforce l'impression que l'institution bruxelloise est inutile, affirme-t-il. Et fait le jeu de ceux qui veulent affaiblir durablement Bruxelles.”

Au regard de son petit exercice statistique, le député bruxellois pointe une inertie prononcée dans le chef des députés régionaux mais aussi et surtout du gouvernement de Charles Picqué (PS). Car selon lui, c'est l'activité de l'exécutif qui doit nourrir en premier lieu le débat démocratique du Parlement. Or “il n'y a plus eu de débat de fond depuis le 23 avril dernier”, déplore Didier Gosuin. “Certaines séances durent à peine deux heures... Quand on fait le bilan de l'activité parlementaire depuis un an, on s'aperçoit qu'elle correspond à celle d'un gros conseil communal.”

Depuis juin de l'année dernière, le gouvernement bruxellois n'a déposé que trois projets d'ordonnances, indique-t-il. Et encore, il ne s'agissait que

d'adapter une législation existante relative à l'aménagement du territoire, le logement et la revitalisation urbaine. Conséquence : n'ayant rien à se mettre sous la dent, les députés régionaux vont vers la facilité en soumettant au débat des questions comme “l'état de l'aubette de tram devant chez un tel ou le trou dans le trottoir devant chez l'autre”. “C'est du sous-localisme”, ironise Didier Gosuin.

“Le débat est lisse de chez lisse”, commente-t-il encore. “Je comprends qu'une certaine discipline de parti existe mais ici, plus aucun député de la majorité ne semble oser apporter de la nuance aux projets du gouvernement. Il y a pourtant un tas de dossiers très importants, mais il est impossible d'en débattre.” Il cite pêle-mêle le réaménagement de la rue de la Loi, l'élargissement du ring projeté par la Région flamande, la montée du communautarisme, l'emploi ou encore l'urbanisation de sites emblématiques comme Delta ou Josaphat. “On entend toujours la majorité dire que Bruxelles n'a plus de moyens, mais n'est-ce justement pas son rôle d'agir pour trouver des recettes et faire des économies, et au besoin, susciter une activité légistique pour ce faire ? Si l'on ajoute à ce tableau le nombre impressionnant d'ordonnances votées sous la législature précédente (lire ci-dessous) et qui ne sont toujours pas en application, cela ne fait pas très sérieux au moment où l'utilité de la Région bruxelloise est mise en cause en Flandre. Ce n'est pas comme ça que l'on va combattre les préjugés véhiculés par un homme comme Bart De Wever.”

Le ministre-président Charles Picqué (PS) étant indisponible, c'est le secrétaire d'Etat socialiste Emir Kir qui réplique. “Je n'ai pas du tout la même lecture que Monsieur Gosuin, lâche-t-il. Le légistique est important certes, mais il faut maintenant cesser de tergiverser. Cette Région a besoin d'avancer et elle avance. Nous venons par exemple de délivrer le permis pour le projet de Tour&Taxis, le plus important de l'histoire de la Région. Ce gouvernement travaille.” Et de citer plusieurs mesures mises en œuvre, visant les infrastructures sportives ou la gestion des déchets. Pour la formation des jeunes, Emir Kir annonce des ajustements au budget 2010 et des moyens nouveaux qui devront être trouvés lors de l'élaboration du budget 2011.

Mathieu Colley